



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
20 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Projet de rapport

Rapporteure: Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

Additif

IV. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

D. Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions

1. À ses 5^e et 6^e séances, le 20 octobre 2010, la Conférence a examiné le point 2 d) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant: Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions". Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétariat sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer l'application du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2010/8);

b) État des ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, et notifications, déclarations et réserves y relatives au 29 septembre 2010 (CTOC/COP/2010/CRP.4, en anglais seulement).

2. Un représentant du Secrétariat a fait une déclaration liminaire.

3. Des déclarations ont été faites par les représentants du Chili (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des



Caraïbes), de l'Argentine, de la Croatie, du Zimbabwe, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie et du Mexique.

4. Le Coordonnateur du projet de Normes internationales sur le contrôle des armes légères du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères a fait une déclaration.

5. L'observateur du Forum mondial sur l'avenir des activités de tir sportif a également fait une déclaration.

Délibérations

6. Plusieurs orateurs ont estimé que le Protocole relatif aux armes à feu, premier instrument mondial juridiquement contraignant en la matière, fournissait un large cadre de coopération afin de prévenir et de combattre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Certains orateurs ont félicité les États qui avaient récemment ratifié le Protocole, portant le nombre d'États parties à 82, tout en regrettant que le nombre total de ratifications reste faible en comparaison avec ceux de la Convention contre la criminalité organisée, du Protocole relatif à la traite des personnes et du Protocole relatif aux migrants. Ils ont exhorté les États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier et à appliquer le Protocole relatif aux armes à feu.

7. Plusieurs représentants se sont déclarés préoccupés par les dommages et la violence engendrés par le trafic d'armes à feu et d'autres formes connexes de criminalité, notamment le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et le terrorisme. Ils ont souligné qu'il fallait surveiller les mouvements des armes à feu, y compris par le biais de contrôles adéquats des transferts, et renforcer les législations nationales pour prévenir et combattre ce trafic. Certains orateurs ont également souligné qu'il fallait poursuivre la coopération internationale en la matière, notamment l'échange de renseignements, la conduite d'opérations simultanées ou conjointes et le renforcement des mesures de contrôle aux frontières. Certains ont décrit les progrès accomplis par leur pays dans la lutte contre le trafic d'armes à feu sur les plans de la législation, du marquage des armes à feu et du contrôle des importations et des exportations.

8. Un certain nombre d'orateurs ont exprimé leur soutien aux efforts que déployait l'UNODC aux niveaux régional et mondial pour promouvoir et appuyer la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu. Ils ont salué en particulier l'élaboration d'une loi type sur les armes à feu, estimant qu'elle constituait un outil précieux pour aider des États Membres aux traditions juridiques différentes à renforcer leur législation pour appliquer efficacement le Protocole. Des orateurs ont également encouragé le Secrétariat à continuer de s'employer à coordonner et à coopérer avec des organisations régionales et noté que des enseignements importants pouvaient être tirés de l'application d'instruments similaires mis au point par ces organisations.

9. Plusieurs orateurs ont demandé à la Conférence d'établir un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu pour promouvoir l'échange de données d'expérience et aider le Secrétariat à identifier les lacunes et les problèmes en matière d'application du Protocole relatif aux armes à feu. Un certain nombre de représentants ont demandé à l'UNODC de développer les

activités d'assistance technique pour renforcer les capacités des États Membres en relation avec les armes à feu.

10. Le Coordonnateur du projet de Normes internationales sur le contrôle des armes légères du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères a souligné la pertinence de l'élaboration de ces normes, qui avaient pour objet de donner des orientations claires et complètes aux praticiens et aux décideurs concernant les différents aspects du contrôle des armes légères et de petit calibre, à l'appui du Protocole.
